



**FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE**

**La carence d'eau potable est une triste réalité au Burundi**

**Rapport sur la gouvernance et les droits  
économiques et sociaux au Burundi**

**avril 2023**

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	i
0. INTRODUCTION .....	1
I. INFLATION ET CRISE DU TRANSPORT.....	1
II. LA CARENCE D' EAU POTABLE EST UNE TRISTE REALITE DANS LE PAYS .....	4
III.LA POPULATION DE LA ZONE GATUMBA DENONCE L'INACTION DU GOUVERNEMENT APRES DES ANNEES D'INNONDATIONS PAR LA RIVIERE RUSIZI.....	5
IV.DES IMBONERAKURE ACCUSES DE PILLAGES ET DE RANCONNEMENTS CONTRE LA POPULATION .....	7
V. DES BURUNDAIS AFFAMES VOLENT DANS LES CHAMPS .....	11
VI.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....	12

## **0. INTRODUCTION**

La situation problématique des droits économiques et sociaux est loin d'être résolue au Burundi. Les conséquences liées à la persistance de la crise de carburant continuent de peser lourd sur l'épaule du citoyen qui ne sait plus à quel Saint se vouer. Le marché noir de ce produit se développe dans le silence et l'indifférence de l'autorité qui se contente impunément d'en tirer des profits pécuniers énormes. Entre temps, le transport public et privé devient de plus en plus difficile avec toutes les conséquences qui en découlent sur le marché des biens et des services.

Ce rapport d'avril 2023 s'appesantit, dans son premier chapitre, sur ce défi de gouvernance qui ravage l'économie des ménages et de la Nation. Aux chapitres deux et trois, il aborde respectivement la problématique de l'accès à l'eau potable et les défis liés aux catastrophes naturelles dans la zone Gatumba en province Bujumbura.

Il dénonce enfin les responsables et les membres de la ligue des jeunes Imbonerakure affiliés au parti au pouvoir qui s'adonnent impunément à des rançonnements et des pillages contre la population.

## **I. INFLATION ET CRISE DU TRANSPORT**

La crise de carburant continue à entraîner davantage de difficultés de survie de la population burundaise. Le pouvoir prend des mesures inappropriées croyant résoudre ces difficultés. Ainsi, un semblant de mesure d'exonération des produits alimentaires n'a eu aucun effet positif sur la situation des prix. Par ailleurs, dans un contexte de crise de carburant et de spéculations autour de ce produit, il est normal que la situation continue de se détériorer.

Le Ministre de l'hydraulique, de l'énergie et des mines a sorti le 03 avril 2023 « une ordonnance ministérielle portant révision de la structure officielle des prix du carburant ». A la surprise de tous, les prix de l'essence, du mazout et du pétrole sont restés inchangés dans plusieurs localités du pays. A titre d'exemple, le prix d'un litre d'essence est resté le même en Mairie de Bujumbura et en province Rumonge, soit respectivement de 3250FBu et de 3450FBu.

Des stations-services partout dans le pays y compris en Mairie de Bujumbura et la capitale politique Gitega sont restées sans approvisionnement. Curieusement, le produit était abondant sur différents marchés noirs où un litre et demie d'essence s'achetait entre 10000FBu et

15000FBu. Ce qui mettait en difficultés les passagers qui empruntent la plupart des routes à partir de la capitale économique Bujumbura vers l'intérieur du pays ou vis versa.

La question liée au manque de carburant est devenue un casse-tête et personne, y compris les autorités publiques, n'est à mesure actuellement d'expliquer la cause de la pénurie. La conséquence directe de la situation devient la hausse des prix des produits alimentaires sur le marché. La population n'est plus capable d'aborder les prix de produits alimentaires de base tels le riz et le haricot. En province Ngozi par exemple, Un kg de riz dernière qualité coûte 3800FBu et un kg de haricot 3500FBu.

Au cours de la dernière semaine de ce mois d'avril, aucune des 11 stations-service se trouvant dans les provinces Cibitoke et Bubanza ne disposait d'essence. Sur le marché parallèle, le litre d'essence s'achetait à plus ou moins 8000FBu en province Cibitoke et à 14000FBu le litre et demie en province Bubanza. Pourtant, dans ces deux provinces, le prix officiel sur la station-service est de 3250FBu.

Le ticket de transport à l'intérieur comme à l'extérieur de la province Cibitoke avait ainsi monté de manière vertigineuse. Celui du trajet Rugombo- Bujumbura est passé du simple au double soit de 5000FBu à 12000FBu. Entre Rugombo et Mabayi, le voyage avait monté dans les mêmes proportions que le précédent. *« J'ai dû traverser la frontière de Gatumba pour aller en République Démocratique du Congo afin d'avoir quelques litres d'essence que j'utilise pour le moment »*, nous a expliqué un chauffeur de transport commun rencontré au chef- lieu de la province. Certains autres transporteurs s'étaient approvisionnés en carburant à partir du pays voisin, le Rwanda.

Ils dénonçaient les fouilles et les tracasseries policières à leur endroit, vu le contexte de travail difficile. *« Nous sommes innocemment persécutés alors que nous nous donnons corps et âme pour ne pas paralyser la circulation des biens et des personnes dans ce contexte de pénurie généralisée de carburant »*, expliquent-ils. Ils regrettent que des personnalités étatiques se soient impliquées dans le commerce de l'or noir. Le marché noir est entretenu par des épouses de certains hauts gradés de la police. De l'avis de certains transporteurs contactés, pour faire face

à la pénurie de l'or noir, l'Etat devrait ouvrir le marché d'importation de carburant aux investisseurs privés comme cela se faisait naguère.

Le Gouverneur de la province reconnaît le déficit de l'essence et du mazout au cours de ces derniers temps. Il menace de sanctions sévères les transporteurs spéculateurs. Il tranquillise, sans convaincre, en disant que ce problème de pénurie de carburant va être réglé dans un proche avenir.

En province Cankuzo, la persistance de crises de carburant est à l'origine des défis de transport. A la fin de ce mois, il n'y avait aucun véhicule « Probox » sur le parking, comme à l'accoutumé, qui sert des clients vers les provinces Ngozi, Gitega et Muyinga. Un litre d'essence au marché noir coûtait 7000FBu dans la clandestinité totale.

En province Bujumbura, la semaine du 28 avril 2023 a été difficile pour les voyageurs. Les transporteurs publics avaient en effet haussé les prix du ticket de transport Musaga -Ijenda. Ils dénonçaient la carence de l'essence dans toutes les stations-services et la difficulté d'acheter l'essence au marché noir entre 10.000FBu et 11000FBu par litre. Certaines stations d'essence collaborent avec les membres influents du parti au pouvoir pour vendre l'essence à des prix exorbitant au marché noir. Des passagers ont raté leurs voyages à cause du ticket de transport qui avait doublé. Au moment où le voyage Ijenda-Musaga coûte normalement 4500FBu, il était entre 9000FBu et 10.000FBu par personne. Les policiers qui sont chargés de réguler la circulation routière reçoivent 5000FBu de la part de chaque transporteur en guise de corruption pour tout laisser faire.

Ce problème de transport de biens et des personnes aggrave davantage la situation des prix des produits alimentaires sur les marchés, malgré la mesure d'exonération de 1.5% sur l'importation des produits de base décidée par le gouvernement du Burundi. On constate en effet que cette mesure n'a pas eu d'effets sur le marché local. Celle-ci n'a fait qu'agrandir l'assiette des intérêts des seuls commerçants transfrontaliers.

En province Rumonge, le prix du kg de riz d'origine Tanzanienne est resté à 4800FBu. Celui d'origine pakistanaise est resté à 4500FBu. Le prix du kg de haricot jaune est vendu à 4100 FBu au marché central.

Celui des autres variétés de haricot est demeuré compris entre 3800FBu et 3700FBu dans les autres marchés de Rumonge et de la Mairie de Bujumbura.

A la question de savoir pourquoi les prix des produits alimentaires restent toujours en hausse malgré la récente mesure d'exonération sur les produits vivriers de base, des commerçants exerçant leurs activités au marché dit « COTEBU » en Mairie de Bujumbura nous ont indiqué que la monnaie burundaise a perdu sa valeur par rapport au dollar américain, et qu'ensuite les devises sont devenues une denrée très rare au pays. Ils parlent enfin de problématique de contrôle des marchés locaux due au fait que les gestionnaires publics sont en même temps des commerçants et sont aussi emportés par des intérêts qu'ils tirent de cette activité parallèle.

## **II. LA CARENCE D'EAU POTABLE EST UNE TRISTE REALITE DANS LE PAYS**

Dans les villes comme dans la campagne du Burundi, le défi de manque d'eau potable est une véritable préoccupation de la population. Dans différents coins du pays, les communautés n'ont pas de points d'eau potable. Ils continuent à s'alimenter en eau des marigots ou dans les rivières.

Dans des quartiers entiers des villes dont la capitale économique Bujumbura et la capitale politique Gitega, les citoyens se plaignent de ne pas avoir l'eau de la REGIDESO. Des coupures fréquentes gênent les clients qui ne savent plus sur quel pied danser. L'entreprise leur rétorque que les villes s'agrandissent alors que ce service ne dispose pas de moyens financiers pour faire face à la situation. Elle se lamente que son réseau de distribution est vétuste et a besoin de réhabilitation, ce qui exige des moyens colossaux. Cette vieillisse du réseau fait douter d'ailleurs de la qualité de l'eau qui est consommée. Les bénéficiaires se lamentent de ne pas puiser de l'eau saine dans leurs robinets familiaux.

En province Ngozi, commune Nyamurenza, la population de la colline Nyabikenke fait face à un problème sérieux de manque d'eau potable. Une fontaine construite en bas de cette colline, qui approvisionnait plus de 500 ménages a été abîmée par les eaux de la rivière Kanyaru qui ont dévié et envahi la localité. Ainsi, actuellement, cette communauté est contrainte de se rabattre sur

des eaux sales se trouvant dans un marigot avec toutes les conséquences sur leur santé. L'administration locale assiste impuissamment à la situation sans proposer de solution à la population. Sur la photo en bas, nous voyons des enfants sur le point d'eau venus puiser de l'eau sales à utiliser dans leurs ménages.



*Eau sale utilisée dans les menages.  
©Photo Privé*

L'accès à l'eau potable est un droit de l'homme reconnu par le Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels que le Burundi a ratifié. Le pays s'est engagé de tout mettre en œuvre pour que la population bénéficie de l'eau douce notamment en construisant et en équipant de nouveaux réseaux de distribution de l'eau potable et en réhabilitant les fontaines d'eau potable qui sont en mauvais état. L'eau, c'est la source de la vie et l'un des facteurs du bien-être de l'homme. L'autorité burundaise est interpellée à faire de la politique de distribution d'eau potable une priorité des priorités pour garantir la santé publique, sans laquelle le développement intégral est impossible.

### **III.LA POPULATION DE LA ZONE GATUMBA DENONCE L'INACTION DU GOUVERNEMENT APRES DES ANNEES D'INNONDATIONS PAR LA RIVIERE RUSIZI**

Depuis avril 2020, les crues de la rivière Rusizi, en zone Gatumba, commune Mutimbuzi, province Bujumbura ne cessent d'inonder et de ravager les habitations des quartiers Kajaga, Mushasha et Kinyinya. Les habitants de ces quartiers vivent un calvaire sans nom chaque fois que les pluies abondantes du mois d'avril s'annoncent. Ils accusent le Gouvernement du Burundi d'inaction face à cette situation.

Au début de ce mois d'avril 2023, les habitants des collines Mushasha 1 et 2, Kinyinya 1 et 2 et Kajaga ont encore une fois été victimes des débordements de la rivière Rusizi. Ceux qui étaient

dans les sites des déplacés suite à la montée des eaux de cette même Rivière depuis l'année dernière, ont été également touchés et contraints de nouveau à se déplacer vers d'autres lieux.

Les victimes ne peuvent plus accéder à leurs maisons complètement inondées. Ils ont été contraints de se faire héberger par des amis, des familles proches, mais vivent sans aucune assistance humanitaire de la part de l'Etat ou d'autres partenaires. Des écoliers des premières années à la 5<sup>ème</sup> année des écoles Mushasha I et II n'ont pas pu retourner à l'école au cours de ce troisième trimestre qui clôture l'année scolaire 2022-2023, car leurs classes sont complètement inaccessibles. Les lacs d'eau qui se sont formés atteignent le niveau de plus d'un mètre et contiennent des déchets de toute sorte, nuisibles à la santé des enfants qui y jouent.



*Débordements de la rivière Rusizi. ©Photo Privé*

Le Gouvernement du Burundi avait promis depuis 2020 de construire des digues pour empêcher les eaux du lac de déborder dans les habitations, mais la promesse est demeurée sans suite. Il prévoit plutôt le déménagement de ces sinistrés qui ne l'entendent pas de cette oreille, estimant qu'il y a lieu d'aménager la rivière, de façon que les victimes soient plus protégées.

#### **IV.DES IMBONERAKURE ACCUSES DE PILLAGES ET DE RANCONNEMENTS CONTRE LA POPULATION**

Des membres de la ligue des jeunes Imbonerakure affiliés au parti CNDD-FDD sont régulièrement accusés de piller et de rançonner la population, profitant des opérations de rondes nocturnes qu'ils exercent, soi-disant pour assurer la sécurité.

En province Bujumbura, des jeunes Imbonerakure ont été attrapé dans la soirée du 5 avril 2023 en flagrant délit de vol à l'aide d'un véhicule de l'Etat immatriculé D163 AGB appartenant au Directeur Général du Ministère de l'Agriculture et de l'élevage. Ils avaient défoncé les dépôts de bière, des magasins et boutiques se trouvant en zone Ijenda rural et avaient chargé ledit véhicule de leur butin. Les voleurs avaient ciblé les points de commerce de chez Astère Ndorere, puis chez Wege Aimable, en colline Majombe, chez Eric Bukuru dans son dépôt situé sur la colline Ruhororo, zone Rukina, commune Mukike, et enfin un Méga SSD situé sur la colline Kizunga, zone Matara, commune Nyabiraba. Le véhicule utilisé était chargé de caisses remplies de bière, des chaises et d'autres biens volés.

La population des communes Mukike, Mugongo-Manga et Nyabiraba témoigne avoir vu ledit véhicule circuler toute la journée, certainement en mission de reconnaissance des lieux qu'il allait cibler la nuit. Visiblement, les voleurs étaient en complicité avec quelques autorités administratives, militaires et policières. Les biens volés ont été remis aux victimes mais aucune poursuite judiciaire n'a été réservée aux auteurs pourtant bien connus.



*Photo d'un véhicule de l'Etat immatriculé D163 AGB appartenant au Directeur Général du Ministère de l'Agriculture et de l'élevage utilisé dans le vol. ©Photo Privé*

Dans cette même province, les cas de vol dans les ménages et dans les champs de cultures s'intensifient en zone Rubirizi, commune Mutimbuzi. Les victimes de ces vols dénoncent des membres de la ligue des jeunes Imbonerakure affiliés au parti au pouvoir d'en être les auteurs, profitant des patrouilles et rondes nocturnes qu'ils font en compagnie des militaires et policiers. Les opérations de vol ciblent surtout des présumés opposants politiques au parti au pouvoir.

Les victimes disent avoir dénoncé les auteurs de ce vol auprès des autorités administratives et policières, mais ces dernières n'ont rien fait pour rendre justice aux victimes.

Précisons que les Imbonerakure patrouillent avec des kits militaires et/ou policiers, et commettent ces vols pour « s'autofinancer » étant donné que l'Etat ne leur attribue aucune rémunération.

**En province Ngozi**, les habitants de la zone Gakere, commune Kiremba dénoncent des membres de la ligue des jeunes Imbonerakure qui volent et malmènent des gens lors des patrouilles et rondes nocturnes. Les nommés Nsabimana Joseph et Karorero Firmin sont identifiés comme étant à la tête de l'équipe de malfaiteurs. Ces Imbonerakure arrêtent toute personne vue au-delà de 21heures encore en circulation. En date du 12 avril 2023, ils ont violenté deux militants du parti de l'opposition CNL, Cishahayo Juvénal et Melchior. Ils leur ont volé un montant de 150.000FBu avant de les laisser dans un état de santé critique.

Ces Imbonerakure volent également dans les champs et dans les ménages où ils sont souvent pris en flagrant délit, mais sans en être inquiétés. Ils maltraitent leurs collègues lorsque ces derniers n'acceptent pas les ordres donnés. En date du 8 avril 2023, deux imbonerakure Nzohabonayo Juvénal et Mbonimpa Pierre ont été frappés accusés de ne pas violenter des habitants qui circulaient au-delà de 21heures. Les victimes disent actuellement ne pas comprendre le rôle de l'administration publique qui semble avoir été récupérée et dominée par des civils qui ont l'intention de nuire.

**En province Rutana**, des Imbonerakure exigent des contributions aux militants de l'opposition dans le cadre de leur fête qui était prévue samedi le 22 avril. Des vivres et de l'argent ont été collectés par force. Selon les responsables du CNL en commune Giharo, les jeunes Imbonerakure ont collecté différents vivres et argent. Depuis jeudi 13 avril 2023, Ernest Niyonizeye, responsable des imbonerakure en zone Giharo sillonnait toutes les collines de cette zone pour intimider des habitants et mettant en garde quiconque pourra s'opposer à cette collecte de vivres constitués en grande partie par des grains de maïs et une somme de 4000FBu par personne. Les collines qui étaient visées par ces contributions forcées sont celles de la zone Giharo dont Bayaga, Musenyi, Mura, Giharo et Kanyererwe.

**En province Kirundo**, des chefs de services et des collines, sous la pression des responsables du parti au pouvoir, ont exigé depuis le 03 avril 2023 à la population et aux fonctionnaires de l'Etat de cotiser de l'argent en vue d'accueillir le Secrétaire Général du parti, Révérien Ndikuriyo, lors de sa visite effectuée dans cette province dans la semaine du 09 au 15 avril 2023. Un montant de 2000FBu a été exigée à chaque ménage du membre du parti sur les collines et celui de 10000FBu à 1.000.000FBu aux membres du parti ayant un statut soit de fonctionnaires ou soit de commerçants. Ces montants étaient collectés mains à mains par des personnes chargées de recouvrement qui avaient été nommées pour cette activité. Un commerçant ayant bénéficié d'un marché public avait l'obligation de contribuer à hauteur de 1.000.000FBu dans l'optique de récompenser le parti qui lui a donné ce privilège.

**En province Muramvya**, les responsables du parti CNDD-FDD à la tête le Secrétaire Provincial Ntazuyakira Evariste, ont réuni le 7 avril 2023 au bureau de la permanence du parti, tous les cadres provinciaux du domaine de la santé. L'objectif de la réunion était de leur exiger une contribution financière pour « achever la construction » de cette permanence. Le Médecin- chef de district sanitaire et les directeurs des grands hôpitaux ont reçu l'ordre de payer chacun 150.000FBu, les gestionnaires des hôpitaux 100.000FBu, les directeurs des hôpitaux communaux 50.000FBu, les gestionnaires des hôpitaux communaux 30.000FBu, les titulaires des centres de santé 20.000FBu, les infirmiers et techniciens A0 15.000FBu, les autres personnels tels les chauffeurs, les plantons et travailleurs 2.000FBu chacun. L'échéance de paiement a été unilatéralement fixée avant la fin du mois de mai 2023.

Les victimes de ces rançonnements grognent en se demandant pourquoi le seul secteur de la santé a été ciblé. Des proches du parti au pouvoir sur place nous ont confié que le secrétaire provincial du CNDD-FDD nommé par décret présidentiel n° 100/131 du 12 avril 2023 Conseiller chargé des questions de sécurité intérieure au Bureau chargé des questions de défense, de sécurité et de l'administration du territoire à la primature, organisait un dernier coup de vol avant de quitter sa fonction.

Les listes rappelant ces contributions ont commencé à circuler dans différents services depuis le 17 avril 2023.

## V. DES BURUNDAIS AFFAMES VOLENT DANS LES CHAMPS

Lors d'une interview accordée au journaliste Jérôme Niyonzima, le Président Evariste Ndayishimiye a affirmé que les Burundais n'ont pas de faim. La preuve, pour lui, est que les Burundais ne volent pas dans les champs mûrs qu'il voit le long des routes qu'ils traversent. Quelques jours plus tard, des jeunes hommes et de vieilles femmes en situation de détresse ont été pris en flagrant délit de vol dans les champs.

Le Président avait déclaré en substance : « *Duga ruguru ubu nyene uraza gusanga ibigori vyumiye mu mirima, hari umuntu yoreka ibigori vyumiye mu mirima ashonje ? Iyo haba hari abantu bapfuye n'inzara baba bariko baravyiba* » ce qui signifie littéralement : « *Monte à l'intérieur maintenant même, tu vas voir du maïs asséché dans les champs. Il n'y a personne qui peut les laisser dans les champs alors qu'il a faim. S'il y avait des personnes qui meurent de faim, elles seraient en train de les voler.* »



*Trois jeunes qui ont été appréhendés en possession de sacs remplis de colocases qu'ils venaient de voler dans un champ en province Gitega. ©Photo Privé*

Objectivement parlant, le Président n'avait pas l'intention d'appeler ses gouvernés à commettre des vols. C'est carrément un écart de langage qui doit être soigné. Son discours doit être soigné, bien préparé pour éviter toute interprétation erronée.

## VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le régime d'Evariste Ndayishimiye continue de patauger. Il lui manque des repères fiables qui lui permettraient de sortir de la crise politique, économique et social que lui a léguée son prédécesseur, feu Pierre Nkurunziza. Il s'embarrasse dans ses choix : rester dans les traces de ce dernier ou s'en débarrasser. Faudrait-il aborder sereinement le passé et faire face aux crises politiques qui ont caractérisées la gestion politique récente ? Si le Gouvernement actuel ne veut pas affronter la crise créée par le troisième mandat de feu Pierre Nkurunziza, il lui sera difficile, voire impossible de pouvoir normaliser la situation, ou du moins de baisser la tension et le désordre causés par cet événement historique.

Parmi les effets gravissimes qu'a produit le troisième mandat, c'est le non-respect de la loi, la perte des normes et des valeurs sociales communes, l'intolérance politique, le non-respect de la chose publique, le non-respect des droits de l'homme, la suprématie du parti au pouvoir, la vengeance politique et la violence d'Etat et beaucoup d'autres maux

Les crises économiques et politique auxquelles le pays fait face actuellement ont une origine directe dans la gestion du troisième mandat illégal de feu Pierre Nkurunziza. Pour résoudre ces crises, il faut retourner certainement en arrière pour réorganiser les choses autrement et mettre de l'ordre dans la gestion de l'Etat et des communautés.

Comment est-ce que les prix des produits sur les marchés peuvent-ils diminuer quand le gestionnaire de l'Etat est en même temps commerçant ? Quand l'autorité publique sert ses intérêts personnels, l'intérêt public est en danger et l'activité en pâtit.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au Gouvernement du Burundi :

- De lever immédiatement le monopole dans le commerce des produits pétroliers et laisser les investisseurs financiers privés entrer dans cette activité stratégique de l'économie nationale ;
- De respecter et d'appliquer la loi sur les incompatibilités à la fonction publique qui semble être négligée alors que sa violation a des répercussions terribles sur la gestion de l'Etat et le développement économique de la Nation ;

- De financer urgemment le secteur de distribution de l'eau potable qui constitue la source de la vie et un des facteurs du bien-être de la personne humaine ;
- De protéger et de prendre en charge les personnes victimes des catastrophes naturelles dont celles de Gatumba qui ont tant besoin de l'aménagement de la rivière Rusizi et du Lac Tanganyika ;
- De sanctionner les auteurs des rançonnements et des vols que l'autorité publique semble injustement tolérer au mépris des victimes de ces actes ignobles.